

Téléphone mobile en Afrique

La révolution silencieuse

L'équipement des Africains en téléphones portables a explosé depuis 20 ans. Cette « révolution » entraîne des conséquences inattendues et des usages inventifs qui changent le quotidien des populations et bousculent les frontières. Mais les lignes de fracture, si elles sont déplacées, n'en subsistent pas moins, car la technologie n'est pas un substitut à l'organisation politique et sociale des territoires.

En 1995, on comptait 600 000 téléphones portables pour 700 millions d'Africains. En 2010, ce sont au moins 300 millions de téléphones qui sont utilisés sur le continent, pour 1 milliard d'habitants. On est donc passé en 15 ans d'un ratio de un appareil pour 1 000 personnes à un appareil pour trois ! L'arrivée du téléphone mobile sur le continent africain est un événement majeur de la fin du ^{xx}e siècle et un élément essentiel de l'analyse des nouvelles dynamiques du continent.

L'Afrique connectée

Le fait de pouvoir connecter les habitants et de transmettre des informations au moyen des téléphones est très important sur le continent africain du fait de sa taille : sur les planisphères, l'Afrique, peu déformée par les projections, apparaît plus petite qu'elle n'est en réalité, contrairement par exemple au Canada, dont la superficie est surévaluée du fait de la latitude très élevée du pays. Dans la réalité, l'Afrique couvre les surfaces cumulées des États-Unis, de la Chine, de l'Inde, de l'Europe occidentale et orientale et du Japon. Cette grande taille est accentuée par la fragmentation politique extrême du continent (54 pays) et, à l'échelle infra-étatique, par le manque d'infrastructures de qualité, en

particulier de routes. Par ailleurs, le continent africain restera encore – pour les 20 prochaines années – majoritairement rural.

Le téléphone mobile est, pour beaucoup d'Africains modestes, leur premier – et souvent unique – équipement électronique. Il est d'un faible coût relatif (car on peut l'acheter de seconde main) ; son usage est facile car moins tributaire de l'écrit que l'ordinateur par exemple. Il est également facilement rechargeable, même quand les usagers n'ont pas l'électricité : on trouve dans tous les centres de marché de petites échoppes où l'on peut recharger son téléphone le temps de faire les courses. Cette flexibilité en fait, plus qu'un téléphone, un outil de communication à part entière, presque un « couteau suisse ». Dans ce contexte très particulier, la multiplication des téléphones portables a donc été un élément majeur de transformation spatiale en contribuant à « connecter » des territoires auparavant très isolés.

Le téléphone portable n'est pas seulement une révolution technologique : l'ampleur de son usage en a fait un phénomène social. Cette capacité à pénétrer des territoires parfois difficiles d'accès a rapidement intéressé les entreprises et les organisations non gouvernementales

(ONG) qui ont ainsi un accès plus facile à leurs clients ou populations cibles.

Ce succès étonne et intrigue hors d'Afrique. L'Occident en particulier semble « redécouvrir » l'Afrique comme continent « connecté » et ouvert à la modernité. Dans le même temps, cette modernité technologique, pour bénéfique qu'elle soit, crée elle-même de nouvelles lignes de fractures, plus subtiles mais dont les effets sociaux sont très importants.

Un « couteau suisse » virtuel

Souvent seul appareil technologique, le téléphone mobile a, sur le continent africain, revêtu très tôt des usages variés.

Le plus connu et l'un des plus répandu est le service de transfert d'argent proposé par tous les grands opérateurs. L'un des premiers opérateurs à mettre un tel service en place a été Safaricom au Kenya, avec « M-Pesa » (« M » pour « mobile » et « Pesa » pour « argent » en kiswahili). Avec ce service, les personnes enregistrées peuvent envoyer de l'argent à toute personne possédant un compte chez le même opérateur, à la manière des transferts d'argent internationaux classiques. Le bénéficiaire reçoit un SMS et un code qui lui permettent de retirer l'argent envoyé dans toute boutique partenaire : un magasin de l'opérateur ou bien une autre boutique ayant habituellement des liquidités, telles qu'une pharmacie ou un épicier par exemple. Le coût de la transaction étant très modeste – mais non nul ! –, le service a connu un succès fulgurant avec 6,5 milliards de dollars échangés depuis sa création en 2007.

Le succès du service repose sur sa facilité d'emploi et son faible coût, mais éga-

lement – et surtout – sur le fait qu'il répond à un besoin criant des sociétés africaines. Dans les zones rurales, l'accès à des liquidités est encore difficile parce qu'il faut pouvoir accéder physiquement à une banque et parce qu'avoir un compte bancaire reste souvent très coûteux.

Beaucoup d'Africains doivent donc se déplacer de loin pour toucher leur salaire ou leur pension en liquide, comme en témoignent les traditionnels embouteillages « de début de mois » qui encombrant Abidjan ou Nairobi. Ce service a donc, en partie, résolu les problèmes d'isolement d'une part de la population en lui facilitant l'accès à un service de base et en réduisant la marginalisation de certains espaces. Par ailleurs, la plus grande facilité à se procurer des liquidités permet de fluidifier les échanges économiques et, à terme, de les intensifier.

Le développement du téléphone mobile a également offert la possibilité de développer des services qui permettent une amélioration des conditions de vie quotidienne en donnant accès à d'autres services, plus originaux, et de développer en conséquence des territoires auparavant marginalisés. La plupart des services utilisent les SMS, peu chers et qui ne nécessitent pas de connexion à Internet.

Ainsi, étonnamment, les agriculteurs africains utilisent leur téléphone portable dans le cadre professionnel. Des ONG, voire, directement, des opérateurs de téléphonie ont développé des services qui permettent, selon les cas, de recevoir par SMS les cours des matières premières agricoles – ce qui permet de mieux négocier les récoltes – ou simplement de connaître les lieux de stockage disponibles. Ces dispositions permettent évidemment aux agri-

RAMSES 2014 > Afrique > Téléphone mobile en Afrique

culteurs de mieux contrôler leur production et de la négocier plus efficacement.

Parallèlement, pour les entreprises commerciales, l'usage de la téléphonie dans les zones rurales a été une très grande aubaine économique. Ainsi, les banques, qui peinaient à capter la clientèle rurale et modeste, ont utilisé les services de téléphonie pour la contacter. Les ruraux sont bien souvent dotés de revenus modestes, certes, mais ils ont un grand potentiel de progression économique et leur faible capacité d'épargne individuelle est compensée par la masse de la population – la Banque africaine de développement annonce 300 millions de personnes appartenant aux « classes moyennes » africaines locales – qui accède à ces services. Ainsi, la Kenyan Equity Bank, dont le slogan est « *Banking the poor* », n'exige ni frais d'ouverture ni minimum de dépôt et utilise les numéros de téléphone comme numéros de compte. C'est une stratégie payante : en dix ans, elle est passée de 100 000 à 3,4 millions de clients.

Au niveau individuel, les téléphones portables sont utilisés dans le domaine de la santé. Ils permettent une amélioration du suivi de certains patients, comme les malades suivant des trithérapies et devant se soumettre à un strict respect des prises de médicaments. On parle alors de « M-Health ». Dans le cas particulier du SIDA, le téléphone se révèle être un outil particulièrement adapté car il est très souvent personnel. Cela permet des échanges privés entre le patient et le personnel de santé, sans risque d'être « vu » par le reste de la communauté. Ces dispositions de santé ne remplacent pas les structures de santé ni les visites de terrain régulières des soignants, mais permettent de rassurer les patients et de les encourager pour la prise

de traitements souvent contraignants. Les améliorations de l'état de santé des malades liées à ces dispositifs sont assez significatives pour que la revue *The Lancet* en ait fait mention dans ses colonnes.

Grâce au téléphone mobile, les ruraux de zones marginalisées et/ou enclavées ont donc un nouvel accès à des services d'un bon niveau et dont le contenu est adapté à leurs besoins. Ces dispositifs contribuent à unifier les territoires nationaux. Ils participent par ailleurs à la redéfinition des notions de distance et d'isolement puisque des informations, voire des conseils, peuvent parvenir aux ruraux de manière très personnelle. C'est donc à une amélioration de l'accès aux informations et aux services que l'on assiste.

Une unification culturelle ?

Au-delà de cet aspect lié aux questions spatiales, c'est également l'aspect temporel des communications qui est profondément modifié. Ainsi, les informations diffusées, soit vocalement, soit par SMS, le sont en temps réel. Ce point est particulièrement important par exemple lors d'élections, où les résultats des bureaux de vote les plus éloignés sont connus très rapidement. Les ONG et les opposants politiques peuvent ainsi centraliser les résultats et contribuer à limiter la fraude. De même, lors de crises, les connexions en réseau permettent de cartographier les zones les plus dangereuses. L'unification temporelle accompagne donc l'unification spatiale. Ces deux phénomènes conjoints ont des conséquences secondaires sur la construction de l'identité et de l'unité sociale des territoires.

De fait, beaucoup de pays africains présentent de fortes disparités spatiales, soit

du fait de leur relief, comme au Kenya ou en Éthiopie, soit du fait de l'histoire. Ainsi, la colonisation a souvent favorisé une grande ville littorale – Abidjan, Dakar – qui se trouve maintenant d'une taille disproportionnée par rapport à son territoire.

Sans abolir magiquement les disparités du continent, l'usage de la téléphonie a pu renforcer des dynamiques préexistantes et en créer d'autres. Ainsi, l'usage des téléphones a contribué au renforcement d'une identité et d'une culture communes, déjà créées par la télévision et la radio mais renforcées par le fait que l'information par téléphone peut être décentralisée. Elle est donc moins contrôlable et potentiellement plus libre puisque les informations – et les points de vue –, politiques par exemple, peuvent venir de zones auparavant subordonnées aux centres politiques ou économiques.

On assiste à un double processus d'individualisation des informations, qui peuvent être transmises dans les langues les plus locales, diffusées auprès de la diaspora, etc., et dans le même temps d'unification culturelle par l'usage, pour des contextes différents, de langues plus communes, tels que le français, l'anglais ou le kiswahili en Afrique de l'Est. Le téléphone en Afrique, comme l'Internet en Europe ou aux États-Unis, permet une coconstruction des informations, de l'identité, et un renforcement des réseaux interpersonnels, avec la famille ayant migré en ville ou avec la diaspora par exemple.

La téléphonie peut donc avoir un rôle politique ; mais elle trouve également beaucoup d'usages dans la vie quotidienne. Ainsi, l'initiative CivRoute, à Abidjan, repose sur du *crowdsourcing* (collecte d'informations par le public) : « Nous ame-

nons la population à contribuer à notre travail. L'esprit du travail collaboratif, c'est la base de ce projet », indique son fondateur. Ce service de type « WAP » (*Wireless Application Protocol*) est très facile à utiliser, même sur des téléphones non connectables à Internet, pour suivre l'évolution du trafic, toujours très problématique dans la capitale économique ivoirienne.

De nouvelles fragmentations ?

Accès aux services en zone rurale, unification culturelle par les mêmes publicités, l'usage de la même langue et la simultanéité des informations : la téléphonie mobile semble rendre l'Afrique plus petite et plus accessible. Faut-il pour autant conclure à la « fin des territoires » ?

L'émergence de réseaux tels que ceux de la téléphonie mobile remet sérieusement en cause nos conceptions un peu trop confortables et statiques de l'espace et des territoires en proposant des dynamiques plus complexes et plus entremêlées. Mais la géographie est têtue et les distances, elles, sont toujours incompressibles. Avec moins de 7 kilomètres de routes pour 100 kilomètres carrés (la France en compte 177 pour la même surface), l'accessibilité des territoires africains et leur interconnexion sont toujours très faibles. C'est même une question de plus en plus cruciale car le différentiel entre une connexion numérique toujours meilleure et une connexion physique encore médiocre va s'accroître.

Cela pourrait devenir un facteur de frustration pour les habitants isolés et en conséquence être un élément porteur d'instabilité sociale. Qu'un paysan sache qu'il peut déposer ses récoltes dans un silo donné est une excellente information,

RAMSES 2014 > Afrique > Téléphone mobile en Afrique

à condition qu'il ait accès à un véhicule, de l'essence et une route carrossable pour rejoindre le silo. S'il perd sa récolte alors même qu'il avait l'information, sa frustration a toutes les chances d'être grande. De même, le développement des soutiens médicaux à distance ne peut remplacer une politique d'État volontariste d'implantation de centres de santé et de personnels formés dans les zones les plus reculées du continent.

Le développement de la téléphonie permet donc de contribuer – comme outil – à intégrer des territoires marginaux sur le continent africain mais ne renverse pas les problématiques d'organisation du continent.

Les marchés de la téléphonie restent encore de fait majoritairement urbains. Le taux de pénétration dans les grandes villes africaines est très bon, voire saturé. Les opérateurs de téléphonie se tournent donc vers les ruraux, mais le déficit de pénétration ne sera sans doute pas comblé avant plusieurs années : l'implantation physique sur des territoires immenses est difficile et coûteuse. Par ailleurs, les populations sont parfois réparties de manière très diffuse, comme au Sahel, et il n'existe pas encore de modèle économique rentable pour les équiper.

L'intégration régionale n'est par ailleurs pas toujours facile. Même si quelques grands opérateurs – le français Orange ou le sud-africain MTN – tendent à se tailler de très belles parts de marché sur le continent, leur implantation est subordonnée à des négociations avec les États, ce qui peut empêcher la mise en place de zones de communication régionales structurées.

Si la téléphonie peut donc atténuer les disparités spatiales et les frontières, natu-

relles ou politiques, internes au continent, elle n'a pas le pouvoir de les abolir complètement. Par ailleurs, l'émergence de la téléphonie dans la vie quotidienne crée de nouvelles lignes de fracture plus inattendues mais très profondes.

Même si le chiffre d'une personne équipée sur trois est impressionnant, il n'en reste pas moins que deux tiers des Africains n'ont pas d'accès direct à un terminal mobile, qu'ils soient trop jeunes, trop pauvres ou incompetents pour l'utilisation de cette technologie. Ainsi, les ONG, en particulier de santé, décrites plus haut se fondent essentiellement sur des services par SMS, qui impliquent de savoir lire, au moins de manière sommaire.

Plus généralement, en particulier auprès des personnes les plus âgées, l'usage d'un téléphone demande des compétences spécifiques comme la lecture ou l'identification des symboles pour répondre aux appels, allumer ou éteindre le terminal. On pourrait alors imaginer d'autres types d'équipement et, en premier lieu, des téléphones à commandes vocales. Mais le téléphone est, en particulier au sein des populations les plus modestes, un élément de prestige. Or un téléphone à commande vocale s'entend et indiquerait publiquement que son utilisateur ne sait pas lire. Le coût social pourrait paraître trop grand.

Il ne faut pas sous-estimer par ailleurs la barrière de genre et d'âge à l'accès au téléphone portable. Dans les foyers les plus modestes, c'est le chef de famille qui possède l'appareil, voire, dans les villages, le seul chef du village. La présence d'un téléphone est une avancée notable, mais elle touche moins les femmes que les hommes, les premières étant moins

RAMSES 2014 > Afrique > Téléphone mobile en Afrique

enclines aux dépenses de prestige si elles ont la maîtrise de leur budget et, d'une manière générale, plus touchées par les « incompétences » technologiques décrites plus haut : elles ont souvent été moins scolarisées que les garçons et restent plus souvent qu'eux dans leur environnement local, soit que les déplacements leur soient interdits – c'est le cas dans certaines zones au Niger par exemple –, soit que ces déplacements leur soient impossibles car elles ne parlent que leur langue locale et ne peuvent communiquer dans une langue commune en dehors de leur région.

Contrairement à ce qui semble à première vue, l'usage des téléphones mobiles en Afrique n'est donc en rien une *réponse* au manque d'infrastructures et de réseaux physiques de communication. Il serait même plutôt un aiguillon, un outil qui rendra le manque d'infrastructures de plus en plus patent et inacceptable. L'émergence du téléphone portable en Afrique a fait bouger beaucoup de frontières et de nombreuses disparités sur le continent mais, en les faisant bouger, ne les a pas pour autant fait disparaître. La balance est cependant plutôt positive.

En tout état de cause, ce succès africain et les usages inventifs qui en découlent sont devenus des sources d'inspiration pour le reste du monde et montrent la manière dont une technologie peut être importée puis appropriée et même réinventée. Ces usages inventés, inattendus, sont particulièrement intéressants et rappellent avec beaucoup d'acuité que les technologies sont subordonnées aux contextes sociaux, politiques et culturels qui seuls peuvent modifier réellement en profondeur les espaces et les territoires.

H. Q.-S.

Pour aller plus loin

Grosskurth, J. (2010), *Futures of Technology in Africa*, Netherlands Study Centre for Technology Trends (STT), *Stt.nl*.

« L'Afrique branchée : les ports maritimes, les télécommunications », *Afrique contemporaine*, 2010/2, n° 234.

Tcheng, H., Huet, J.-M. et M. Romdhane (2010), *Les enjeux financiers de l'explosion des télécoms en Afrique subsaharienne*, Paris, Ifri, « Note de l'Ifri », janvier.

5